

fut un tollé. Les prix devaient monter et la situation devait tourner au tragique pour le Canada. Mais cela ne s'est jamais produit.

Honorables sénateurs, je ne prendrai pas le temps de consigner cela au compte rendu. On peut lire combien cet indice a monté et voir ce qui arrive aujourd'hui. Naturellement, c'est en partie pour cela que le salariat dit avec raison: «Nous devons recevoir davantage» et je ne l'en blâme pas, mais j'estime toujours qu'ils n'ont pas à suivre les principes directeurs Pearson qui n'existent même pas.

Il ne me reste qu'une chose à dire, honorables sénateurs. Nous sommes ici parce que le gouvernement n'a pas réussi à faire face à une situation et à la régler, situation qui était évidente il y a plusieurs mois, et qu'il a essayé d'étouffer. «Négociation collective. Nous croyons aux principes de la négociation collective. Nous n'interviendrons pas.» Bêtises! Nous sommes ici parce que le gouvernement a failli à son devoir.

Les cheminots sont en grève et perdent de l'argent parce que le gouvernement a failli à son devoir; l'économie perd de ce fait, m'a-t-on dit, jusqu'à 15 millions de dollars par jour. Comme je ne suis pas économiste, je ne sais où l'on prend ces chiffres, mais je suis sûr que si la grève dure plus longtemps, ce sera bien plus de 15 millions par jour, et cela parce que le gouvernement a failli à son devoir.

Or, ce soir, nous adoptons un bill et je suis d'accord avec mon ami le sénateur Roebuck; les hommes retourneront au travail. Nous les tenons en grande estime. En fait, même si le bill n'avait pas été modifié d'une manière abominable et sous ces pressions, je pense que les hommes seraient quand même retournés au travail. Je fais confiance aux cheminots syndiqués et quoique je ne les connaisse pas depuis aussi longtemps que le sénateur Roebuck, je les connais assez et je sais qu'ils ont le sens des responsabilités et qu'ils sont respectueux des lois.

Si le bill avait été adopté hier après-midi, je me serais prononcé en sa faveur parce que je voulais que les hommes retournent au travail et ils voulaient eux-mêmes retourner au travail. Ceci dit, j'ajouterai une ou deux autres choses; j'adresserai au gouvernement une ou deux autres remarques qui, dans un sens, ne se rattachent pas à ce que nous discutons ce soir, sauf généralement parlant.

Le gouvernement ne peut plus accorder le privilège de la grève à des ouvriers engagés dans des secteurs essentiels qui relèvent de sa juridiction. Je ne voudrais pas, à mon retour ici à la mi-octobre ou en novembre, qu'on me

présente un bill obligeant les postiers à reprendre leur travail parce que nous refusons de leur accorder une augmentation de salaire de 50 p. 100.

Je déplore la déclaration faite par le premier ministre lorsqu'il a présenté un bill à propos de la Fonction publique, mesure qui en temps opportun nous sera présentée, et qui prévoit la négociation collective pour les associations de fonctionnaires. Je suis tout à fait d'accord avec cette mesure, mais,—j'ai seulement la déclaration du premier ministre telle qu'elle est publiée dans le *Globe and Mail*—le gouvernement a l'intention d'aller jusqu'au bout et d'accorder aux fonctionnaires le droit de grève.

Le premier ministre a dit, si ma mémoire est fidèle, et je regrette de ne pas avoir devant moi le texte exact, que seuls les fonctionnaires non essentiels auront le droit de grève. Ma foi, si nous avons ici des fonctionnaires non essentiels, nous devrions les congédier. Ce serait une des premières mesures qui freineraient l'inflation. Cela réduirait nos dépenses budgétaires. Si l'heure n'était pas aussi avancée, j'aurais parlé beaucoup à propos de l'inflation et à propos de l'échec total du gouvernement dans la lutte contre l'inflation.

Cet échec, bien entendu, encourage les syndicats. Je ne les blâme pas, pas du tout. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 4.8 points ces 12 derniers mois. En pourcentage, c'est donc une hausse de 2.2 p. 100 pour le premier semestre de l'année. Or, le Conseil économique du Canada déclare qu'une augmentation acceptable est de 2 p. 100 par année.

Vous avez lu les rapports du Conseil économique et les rapports annuels du gouverneur de la Banque du Canada. Les Canadiens se sont vantés, à juste titre d'ailleurs, que leurs prix ont été plus stables que ceux de tout autre pays industrialisé du monde occidental. Mais pour l'heure nous dégringolons et nous avons tant de retard que ce n'est plus drôle du tout.

Le ministre des Finances a préparé un budget en vue de freiner l'inflation. Pouvez-vous convaincre un gouvernement provincial ou municipal au Canada qu'il doit se serrer la ceinture, lorsque les dépenses budgétaires du gouvernement canadien, dans les quatre premiers mois de l'année financière courante, dépassent d'environ 300 millions de dollars celles de l'année dernière?

Je pourrais vous citer les chiffres du ministère des Travaux publics. Nous devons restreindre les dépenses d'immobilisation. Que